



FILIÈRE CASTANÉICOLE

LA LONGUE CONVALESCENCE

P5 À 7

Photo Jean Harixcalde

1,60€



SOLIDARITÀ
LA DEUXIÈME VIE
DU SACRÉ-CŒUR

P8

ÉDITO P3 • OPINION P4
KAMPÀ P10 • LOI DE FINANCES 2020 P24
BRÈVES P25 • GRAPHOPÉDAGOGIE P 26
CARNETS DE BORD P28
SÉLECTION SORTIES P30
ANNONCES LÉGALES P11



S E M P R ' À F I A N C ' À V O I

Nouveau en Corse

“ Les **experts** en **signalétique** ”



publicité adhésive
enseigne - signalétique
décoration vitrine - totem
banderole - habillage véhicule
signalétique extérieure
chevalet - panneau
impression grand format
cartes de visite - flyers
dépliants...

**Et bien d'autres supports
de communication visuelle !**

04 95 32 11 11

RN 193 Rond Point Ceppe
Lieu dit Cardello
20620 Biguglia
Tél. 04 95 32 11 11
E-mail : contact@pano-bastia.fr
www.pano-bastia.fr



du lundi au vendredi de 9h30 à 18h00

SOMMAIRE

OPINION	P4
FILIÈRE CASTANÉICOLE LA CONVALESCENCE	P5
	
SACRÉ-CŒUR UNE DEUXIÈME VIE SOLIDAIRE	P8
	
KAMPÀ	P10
ANNONCES LÉGALES	P11
POLITIQUE LOI DE FINANCES 2020	P24
BRÈVES	P25
ÉDUCATION MAUVAISE ÉCRITURE, ÇA SE SOIGNE	P26
POLITIQUE CARNETS DE BORD	P28
SÉLECTION DE SORTIES	P30

Avvedaci o sgiò presidenti

L'annunciu hè statu fattu di manera ufficiali luni scorsu. Olivier Miniconi, presidenti di u GFC Aiaciu, hà dicitu di demissionà dopu à quatordecim anni d'una lealtà di quilli putenti. In u cumunicatu, u capu d'intrapresa spiega chì «l'ubligazioni liati à a funzioni di presidenti di un club di ballò sò divintati, u tempu passendu, difficiuli à gistiscia». Una decisione «riflittuta dipoi un pezzu», chì duvia essa effettiva dighjà à a fini di a staghjoni passata, ma a falata di u GFCA in Naziunali 1 n'hà dicitu altrimenti. Aspittendu a numinazioni di un capitanu novu pà u battellu di i Diavuli Rossi, hè Christophe Etori, u direttore spurtivu, chì sarà incaricatu di manera pruvvisoria di ssa funzioni prisidinziali. Ci voli à di chì, fora di u fattu d'un ghjucà più in Liga 2, i castighi sò stati numarosi, soprattuttu st'ultimi mesi, puru s'è Olivier Miniconi sapia dighjà, prima, di ciò ch'ellu saria fattu u so avvena in Mezavia. U ricorsu si pò di mancatu pà integrà torna a siconda divisioni (di pettu à un'integrazioni ghjudicata com'è abusiva di u club di Sochaux, par via d'elementi finanziari di mantenimentu dubbitosi), i cundanni disciplinari di partiti senza publicu in Ange Casanova, una situazione spurtiva abbastanza pessima dipoi u mesi d'aostu scorsu... Podassi chì ssu cuntestu glubali, aldilà di i mutivazioni primi d'Olivier Miniconi, avarà ghjucatu abbastanza inde a so presa di decisioni. In tutti i casi, i sustenidori ùn si scurdaràni chì hè sottu à a so presidenza chì u GFCA hà fattu parcorsi famosi in cuppa, hà ritrovu, dopu à parechji anni d'assenza, u mondu prufizionali cù a Liga 2 è hà cunnisciutu soprattuttu, pà a prima è sola volta di a so storia, una cullata in Liga 1 quattru anni fà. Hè durante ssa mandatura dinò chì u club hè divintatu, infini, pruprietariu di u so stadiu, chì appartinia, fin'è u 2016, à a CCAS; un locu chì hè statu mudernizatu è rinnuvatu pà risponda à i dumandi di l'istanzi di u ballò. Hè infini in ssu mentri ch'ella hè spuntata infini a pussibilità di veda nascia un centru di furmazioni pà a ghjuventù. Nienti cà par tuttu què, Olivier Miniconi firmarà u presidenti chì hà scrittu parechji di i più belli paghjini di u libru Gazélec... ■ SantuCASANOVA

Vous vivez en Centre-Corse, dans le Cap,

la région de Bonifacio ou le Sartenaïs?

Vous avez une bonne connaissance de la vie publique,

culturelle, associative et sportive

dans votre bassin de vie?

Vous souhaitez mettre en lumière

les initiatives qui y voient le jour?

Vous aimez écrire et/ou prendre des photos?

**L'ICN recherche
ses correspondants locaux.**

Écrivez-nous: journal@icn-presse.corsica

ICN INFORMATEUR CORSE NOUVELLE™

Directeur de la publication – Rédacteur en chef: Paul Aurelli (06 86 69 70 99)
journal@icn-presse.corsica

BUREAU D'AJACCIO & RÉDACTION

• Chef d'édition Elisabeth Milleliri • informateur.corse@orange.fr
• 1^{er} secrétaire de rédaction (Ajaccio) Eric Patris • eric.patris-sra@icn-presse.corsica

BUREAU DE BASTIA 1, Rue Miot (2^e étage), 20200 BASTIA

• Secrétariat Bernadette Benazzi Tél. 04 95 32 04 40
• Annonces légales Albert Tapiero Tél. 04 95 32 89 92
• 1^{er} secrétaire de rédaction (Bastia) P. Muzzarelli

CorsicaPress Éditions SAS

Immeuble Marevista, 12, Quai des Martyrs, 20200 Bastia, Tél. 04 95 32 89 95
Société locataire-gérante des titres et marques – Principaux associés: PA, AG, JFA, GA, PLO.

IMPRIMERIE AZ Diffusion 20600 Bastia • Dépôt légal Bastia
CPPAP 1020 C 88773 • ISSN 2114 009

Membre du SPHR • Alliance de la presse d'information générale
Fondateur Louis Rioni



H U M E U R

La vague

Vague naturelle et destructrice dont a été victime dernièrement le Sud-est. Vague de boue due aux pluies torrentielles, au réchauffement climatique mais aussi à l'urbanisation de plus en plus intensive.

Et puis vague humaine qui arrive sur nos rivages personnels, qui rassemble ou éloigne avec ses mouvements oscillatoires.

Vague qui fracture, comme celle qui a charrié, il y a un an déjà, des gilets jaunes. Une vague exceptionnelle provoquée par une grande marée -elle aussi humaine- acculée depuis trop longtemps dans des difficultés financières et sociales. Vague qui aujourd'hui s'est peut-être transformée en mascaret dont on sait qu'il peut être spectaculaire mais qui n'inquiète plus vraiment.

Vague qui se forme lentement, sûrement, mais qui ne donne plus naissance à de simples brises -de mères, de sœurs, de filles- soufflant uniquement dans le foyer familial. Le 23 novembre, 150 000 petites vagues de tout âge, de toute catégorie sociale, se sont unies pour provoquer un raz de marée violet. Une vague désormais visible de tous pour lutter contre les violences faites aux femmes, pour dénoncer les féminicides et ce même après les annonces faites par le Premier ministre à l'issue d'un Grenelle des violences conjugales : 40 mesures pour reconnaître les actes, les maux, les conséquences de ce fléau mais encore insuffisantes pour répondre à l'urgence qui s'accommode mal avec le temps législatif ou judiciaire, bien trop long.

Enfin, il y a une vague qu'aucun gouvernement ne souhaite voir car, scélérate, elle peut réduire à néant des volontés de réformes qui font houle. La prochaine vague annonciatrice d'un tsunami de grèves et actions répétées sera observable le 5 décembre. Elle permettra au gouvernement d'avoir une idée encore moins vague de l'épuisement et des attentes de ceux qui déferleront dans les rues et, n'en doutons pas, au Président de continuer de tant apprendre, d'eux. ■ **Dominique PIETRI**

IL FALLAIT LE DIRE

«Merci aux Restos du cœur pour le lancement de la 35^e campagne d'hiver et l'aide apportée à tous les bénéficiaires. Votre solidarité leur est essentielle» a twitté **Agnès**

Buzyn, ministre des Solidarités et de la Santé, le 26 novembre. Nul doute que l'hommage ira droit au cœur des bénévoles. Toutefois, les mots gagnent parfois à s'accompagner d'actions. Dans leur rapport sur le volet de la loi de finances pour 2020 qui a trait notamment à la solidarité, les sénateurs Bazin et Bocquet jugent ainsi nécessaire que l'État *«tire les conséquences sur son mode d'organisation et de gestion»* du Fonds européen d'aide aux plus démunis (Fead). En effet, rappellent-ils, les *«difficultés»* de gestion du Fead par les autorités françaises risquent d'occasionner pour la France [et donc les associations telles que les Restos pour qui ces crédits représentent 30% des denrées alimentaires distribuées] une perte estimée au bas mot à 70 M€ pour la période 2014-2020. *«C'est assez dramatique»* note sobrement Eric Bocquet. ■ **EM**

LIBERTÉ «NON RÉCUPÉRABLE!»

C'est la dernière réplique des Mains sales. Avant que le spectateur, surpris, apeuré, ou heureux à l'idée d'aller bientôt vider sa vessie, n'entende, venu des coulisses, le staccato d'une arme automatique en action. En ces temps où le tout recyclable est d'actualité, certains voudraient bien voir la formule de Sartre s'appliquer à Ségolène Royal. Empressons-nous de le dire : à notre humble niveau, nous ne cautionnons pas pareille démarche. Outre l'inélégance des mots à l'encontre d'une dame, le résultat escompté ne serait pas au rendez-vous d'un tel coup d'épée dans l'eau. Tout aussi inutile que de chercher une querelle d'Allemand à l'actuel préfet de Paris en lui reprochant des mots anodins... Car qu'a-t-il fait en somme ? Sinon constater un fait patent : la dame en jaune et le fonctionnaire ne pouvaient se rencontrer puisqu'ils ne tiraient pas dans la même catégorie. Pour preuve, jugez d'un échantillon de leur dissemblance : à 61 ans, la dame aura peu de chance de trouver un petit boulot pour arrondir sa maigre retraite. Le préfet, viré dans un proche avenir, ce qu'à Dieu ne plaise, pourra, lui, troquer sa casquette brodée en cannetille contre un siège au Conseil d'État. Sinécure méritée où il retrouvera son confrère et néanmoins ami, M. Delpuech. Mais revenons à Madame l'ambassadrice chargée de la négociation internationale pour les pôles arctique et antarctique, alias Ségolène dans nos eaux territoriales. À défaut d'être valorisée, elle aime bien se mettre en valeur. Elle excelle à faire le buzz. Elle adore être à la Une, sur son 31 comme dans les 36^{es} dessous de ses échecs, et éprouve une immense autosatisfaction à être exposée dans les vitrines les plus en vue. Nous avons tous une part de narcissisme. Ségolène en possède une belle porcif. Elle la cultive avec un art consommé. Dans le lagon glauque de la politique, elle évolue avec aisance - n'est pas dorade royale qui veut - entre requins, pseudos poissons-pilotes, barracudas, scomber scombrus, patelles moussues, bernard l'hermite chenus et concombres de mer triomphants. Ce faisant, elle oublie que tout top model s'expose de facto aux regards et donc à la critique. D'où sa sortie incongrue à propos des zones de flou de ses *«ambassadeurs thématiques»* Sortie où, fâchée toute rouge, au point d'en faire tourner sa crème de jour, elle houspilla des journalistes venus l'interviewer sur une prétendue utilisation de fonds publics à des fins personnelles. Des délateurs, largueurs de *«boules pointues»* [sic], incapables de faire leur travail si ce n'est en osant lui poser des *«questions diffamatoires»* [!?] Affligeant. Mais comment oser proposer à pareille tête d'affiche de s'en remettre sereinement à la justice de son pays pour obtenir un non-lieu sans coup férir ? Comment conseiller à cette écologiste convaincue de se plier aux lois de la nature et lui dire que grands et petits de ce monde en sont tous là ? Quelle que soit l'espèce... Ainsi, sous couvert d'intelligence, l'être humain use et abuse de son sens critique et la girafe, à force de se monter du col, perchée sur ses échasses, faute de ne pouvoir s'accroupir, ne peut jamais déféquer ou uriner sans s'éclabousser les pattes arrières. ■

Paulu-Santu MUSÈ-PUGLIESI

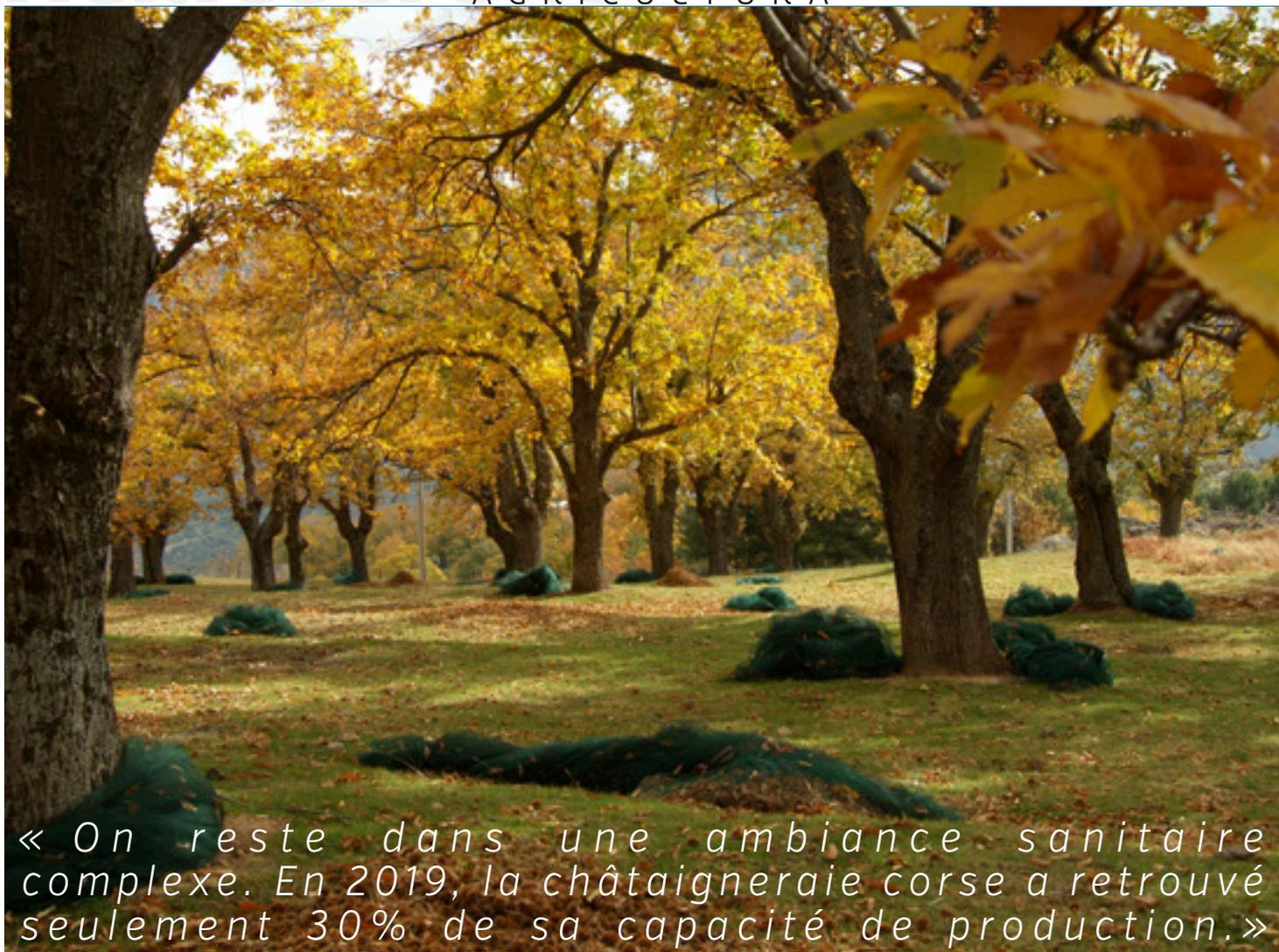
FILIÈRE CASTANÉICOLE

UNE LONGUE, TRÈS LONGUE CONVALESCENCE

Photo Christophe Giudicelli

L'AOP Farine de châtaigne corse-Farina castagnina corsa dresse un premier bilan de cette récolte 2019.

Près de 10 ans ont passé depuis l'apparition du cynips qui a mis à terre la filière. Aujourd'hui, quel est l'état de la châtaigneraie corse et quelles sont ses perspectives?



« On reste dans une ambiance sanitaire complexe. En 2019, la châtaigneraie corse a retrouvé seulement 30% de sa capacité de production. »

Photo Jean Harixçalde
Photo Christophe Giudicelli

Près de 10 ans après son apparition sur les châtaigniers insulaires, l'ombre du cynips plane encore dans les feuillages de la châtaigneraie corse. Il faut dire que ce petit insecte ravageur originaire de Chine est connu aujourd'hui de tous les habitants de l'île et pour cause. En une décennie, il a mis à mal «l'arbre à pain» et une filière castanéicole déjà fragilisée. Côté chiffres, le bilan est catastrophique. Carine Franchi, animatrice pour le syndicat AOP farine de châtaignes Corse et le groupement régional des producteurs de châtaignes et de marrons de Corse, rappelle que «la production de farine de châtaigne était d'environ 100 tonnes en 2010 avant l'arrivée du cynips. Elle est passée à 15 tonnes en 2018!». Cette année, la production «devrait se situer aux alentours des 30 tonnes» explique-t-elle, avant de rajouter que la récolte est aujourd'hui possible dans «presque tous les territoires, seules quelques communes sont encore touchées par le cynips». Depuis, son prédateur, un autre insecte, le torymus, a été lâché en Corse pour le combattre et la châtaigneraie insulaire, entrée dans une longue convalescence, se remet très doucement et très lentement de ce qui a failli la faire disparaître. Pour Carine Franchi, «l'arbre va mieux, son feuillage est plus harmonieux et la photosynthèse est mieux réalisée. Il y a aussi moins de galles* mais il faut tout de même faire attention, car on va devoir vivre avec le cynips.» L'animatrice du syndicat l'affirme, «la pression qu'il a provoquée est retombée, mais les taux d'infestations sont toujours importants et peuvent aller de 50% à 70%. On reste dans une ambiance sanitaire complexe. En 2019, la châtaigneraie corse a retrouvé seulement 30% de sa capacité de production. »

Cet épisode du cynips a fortement marqué les exploitants insulaires et 10 ans après il est encore sur toutes les lèvres.

*Les galles sont des excroissances tumorales structurées qui apparaissent sur certains végétaux, se développant autour des parasites de la plante : animaux, bactéries, champignons. Ces parasites, dont, dans le règne animal, 74% sont, comme le cynips, des insectes, sont dits galligènes ou cécidogènes.

Les châtaigniers d'Auguste Jaeger se trouvent à Poggio-Marinaccio, près de la commune de La Porta. Il se rappelle de son apparition sur ses arbres : «Nous avons très mal vécu l'arrivée du cynips. Nous avons eu une perte de production. La première année d'infestation, les arbres étaient comme brûlés, c'était impressionnant. Je suis resté 3 ans sans faire de farine de châtaigne». Le cas de cet agriculteur qui exploite la châtaigneraie depuis plus de 30 ans n'est pas un cas isolé et le cynips a également contrecarré les plans de jeunes agriculteurs désirant s'installer. C'est sur la commune de Murato que Ludovic Biaggi a vu son installation interrompue faute de châtaignes. «Je n'ai pas pu m'installer comme castanéiculteur, mais j'ai eu des aides à l'installation en oléiculture», raconte-il. Une Corse sans châtaignes, «de quoi va-t-elle vivre?», s'amuseront à dire certains. C'est pourtant le triste bilan du passage du cynips sur l'île. Jean-Marie Vecchioni est producteur sur la commune de Campile dont il est également le maire. Son exploitation a également été ravagée et il parle d'un bouleversement émotionnel : «On ne s'appelle pas la Castagniccia pour rien. Le châtaignier fait partie de notre histoire. Emotionnellement, c'est compliqué. La première année, quand j'ai vu que les arbres ne donnaient plus de feuilles et que l'été ils ne donnaient plus d'ombre, j'avais les larmes aux yeux. Le châtaignier fait partie de notre patrimoine, de notre culture. Tout était basé sur cet arbre. Le bois des meubles et de chauffage, l'élevage...». Pour Carine Franchi, la bonne nouvelle reste qu'en 10 ans, grâce aux fonds de soutien qui avaient été mis en place, «la filière n'a pas perdu un seul exploitant».

Pourtant, selon Jean-Marie Vecchioni, la châtaigneraie corse avait entamé son déclin avant l'arrivée de l'insecte parasite : «Le cynips, c'est la mise à mort d'une filière qui était déjà en mauvais état,



Photo Christophe Giudicelli

Photo Jean Harixçalde

« Il faudrait que toutes les communes de Castagniccia puissent récupérer le foncier abandonné et le donner à des jeunes. »

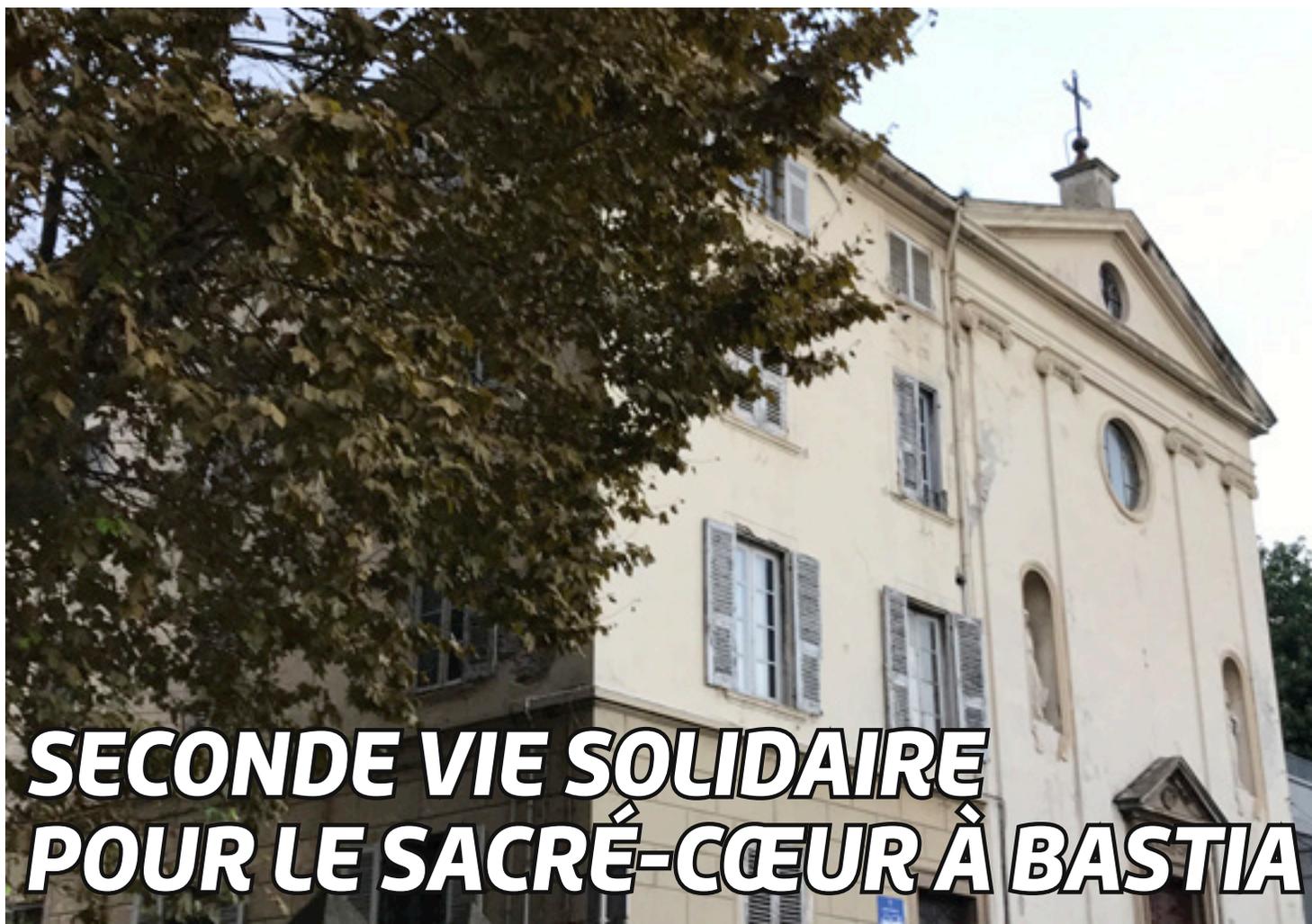
le châtaignier corse commence à être vieux. On dit que l'arbre est millénaire, mais pour moi c'est un fruitier. Quand on s'appuie sur l'histoire pour dire qu'il s'agit d'un arbre millénaire, on n'a peut-être pas pris en compte les changements climatiques et les diverses maladies. L'état sanitaire de nos châtaigniers n'est pas bon. Il y a 30 ans, un châtaignier donnait 300 kilos, aujourd'hui c'est seulement 100 kilos. Nous avons remporté une victoire sur le cynips que nous arrivons à enrayer, mais il y a quand même cette histoire de maladie qui est inquiétante. » L'exploitant de Campile ne cache pas un certain pessimisme. « Pour moi, la châtaigneraie corse est en train de disparaître. Si on ne reboise pas, dans 15, 20 ans, on n'aura plus de châtaignier ». Comment sauver cette châtaigneraie si emblématique de l'île ?

Pour Jean Marie Vecchioni, « Il faudrait un plan Marshall. Il faudrait que toutes les communes de Castagniccia puissent récupérer le foncier abandonné et le donner à des jeunes pour qu'ils puissent y planter des châtaigniers avec des aides pendant 15 ans, jusqu'à la production, en échange d'un entretien. Il n'y a que comme ça qu'on peut sauver la châtaigneraie, sinon on va à la ruine. » Une pépinière pour obtenir des plants et des jeunes pousses de châtaigniers est également en cours d'élaboration, explique Carine Franchi : « C'est un projet qui nous tient à cœur, avec notamment la plantation de variétés traditionnelles. On développe des petites pépinières pour multiplier les variétés locales. D'ici 2 ans, nous serons en capacité de commencer à offrir des plants. On parle d'environ 400 plants par an. Cela paraît peu face à l'immensité du territoire, mais si nous y arrivons, ce serait déjà pas mal. »

La filière castanéicole insulaire doit également avoir une véritable économie et trouver de nouveaux débouchés afin d'être viable, selon Auguste Jaeger : « Pour relancer une filière, il faut que l'exploitant

tant puisse en vivre. Aujourd'hui, quelqu'un qui ne fait que de la farine de châtaigne ne peut pas en vivre, à moins d'être également apiculteur et éleveur porcin. Nous sommes à 30 % d'une production normale. Vous ramassez 6 tonnes de châtaignes, vous faites 1,5 tonne de farine qui est vendue entre 15 et 17€ le kilo. En plus, vous ne pouvez pas le faire tout seul, il faut de la main d'œuvre. Il y a des salaires à payer. » Selon lui, la solution passerait également par la transformation et la création d'une valeur ajoutée sur la farine comme la fabrication de biscuits, de crèmes, de bonbons ou encore de nougats. Pour ce castanéiculteur, l'avenir doit également passer par l'agro-tourisme.

Et alors que, cette année encore, la farine de châtaignes AOP va se faire rare, les suspicions de fraude restent présentes dans l'esprit des consommateurs. Selon Carine Franchi, parmi les fraudes « il peut y avoir des entreprises qui achètent des châtaignes en dehors de la Corse et qui transforment sur l'île avec un emballage qui rappelle la Corse. Ensuite, il y a une fraude un peu plus importante, nous avons d'ailleurs déposé plainte et la procédure est en cours. Il s'agit d'un individu qui achète peut-être de la farine toute faite et la réemballe avec des informations qui sont fausses. » Pour éviter les mauvaises surprises, Carine Franchi met en avant l'AOP [qui porte sur 700 hectares environ]. Pour elle, cela « reste aujourd'hui le seul outil qui prouve que l'origine est corse et que les pratiques culturelles sont dignes d'un savoir-faire traditionnel et local. Avec un autre produit, le consommateur n'a aucune garantie » dit-elle avant de rajouter qu'avec l'AOP, le consommateur « soutient les actions de la filière ». Concernant les prix de la farine, cette année, ils devraient selon l'AOP se situer entre 15 et 20€ le kilo. Des tarifs réalistes, en raison du travail fourni par les exploitants, souligne Carine Franchi. ■ Christophe GIUDICELLI



SECONDE VIE SOLIDAIRE POUR LE SACRÉ-CŒUR À BASTIA

Photos Céline Fornali

C'est un lieu chargé d'histoire qui a repris vie il y a tout juste un an. Dans l'ancien couvent jésuite, en plein centre-ville de Bastia, boulevard Hyacinthe de Montera, la Maison du Sacré-Cœur propose aux patients qui consultent ou sont hospitalisés à Bastia, et à leurs accompagnants, de se loger pour un tarif modique. L'édifice abrite aussi un restaurant social et solidaire

Après le départ des Jésuites, la maison du Sacré-Cœur, fondée en 1820 et située en plein centre de la ville de Bastia, boulevard Hyacinthe de Montera, était quasiment fermée. Seuls l'abbé Roger Poggi et sa gouvernante y demeuraient encore depuis 2007. Cette grande bâtisse qui appartient à l'Evêché de Corse n'étant plus occupée depuis de nombreuses années, la Confrérie Saint-Charles a souhaité, avec l'accord de l'Evêché, redonner une nouvelle vie à ce lieu dans le cadre d'un projet social et solidaire. Ainsi, en 2016, l'association la Maison du Sacré Cœur voit le jour. Son but: proposer un hébergement et un soutien aux personnes durant le temps des soins, aider les familles dont les enfants ou les parents sont hospitalisés à Bastia en les logeant au cœur de l'ancien couvent jésuite. Ce service permet de favoriser l'accès aux soins des personnes qui résident en Corse mais hors région bastiaise. Il répond à un besoin identifié par les professionnels de santé mais, jusqu'alors, inexistant à Bastia.

«Lorsqu'on m'a sollicitée pour participer à ce projet, j'ai dit oui tout de suite, confie Joséphine Fanuchi, présidente de l'association. La politique actuelle de santé, c'est de rester le moins possible à l'hôpital. Pourtant, il y a beaucoup de personnes qui vivent dans le rural, et qui sont trop fatiguées pour rentrer chez elles le jour même. Grâce à l'association, nous favorisons l'accès aux soins des personnes qui résident en Corse mais hors région bastiaise. Cet hébergement vient compléter l'offre existante car ce mode d'accueil n'existait pas en Corse.»

Peu à peu, le projet prend forme et les travaux de réhabilitation terminés, la maison du Sacré-Cœur peut ouvrir ses portes en novembre 2018. La structure de 180 m² située au 2^e étage comprend 4 chambres de 2 lits, équipées de salles de bain et de WC, une buanderie, une salle de vie avec cuisine aménagée. Coût des travaux: environ 240 000€ notamment financés par la CdC, l'ex-Conseil général de la Haute-Corse, la mairie de Bastia, l'évêché de Corse et l'Agence régionale de santé. Il s'agit-là, à la fois, d'un projet social et solidaire puisque cette structure fonctionne entièrement grâce à des bénévoles.

Tout a été pensé pour que les résidents puissent retrouver en ce lieu de vie un





Joséphine Fanuchi (à g.) et Marylène

Marylène, 68 ans, habite Calvi et réside régulièrement à la Maison du Sacré Cœur. «En avril, on m'a diagnostiqué un cancer du sein. Dès lors, on m'a établi un planning de chimiothérapie sur 6 mois. Je me suis dit: comment vais-je faire pour me rendre à Bastia toutes les semaines, moi qui n'aime pas trop conduire ici, sans parler de la fatigue à faire l'aller-retour dans la journée? Au début, mon mari et moi allions à l'hôtel. Mais ça s'est vite avéré coûteux et sans âme. Quand, à l'hôpital, on m'a parlé de la Maison du Sacré-Coeur, nous avons décidé d'essayer. Nous sommes venus pour la première fois au mois de juin. Nous avons très vite trouvé cet endroit chaleureux. Nous arrivons donc de Calvi la veille de ma chimiothérapie. Je prépare notre repas à l'avance que j'amène dans une glacière. Nous pouvons le réchauffer sur place. C'est très pratique et c'est un peu comme à la maison. Joséphine est très présente et sait nous mettre à l'aise. Elle ne me reçoit pas comme une malade, mais comme une amie, c'est très important pour moi. Ça fait du bien. On s'est tout de suite senti chez nous.

Maintenant ici j'ai mes repères. Je vais devoir revenir en janvier pendant plusieurs semaines et ce, tous les jours. J'ai déjà réservé ma chambre. Grâce à cette structure, j'ai pu supporter bien mieux mon traitement et ça m'a également permis d'être moins paniquée face à la maladie. Il y a certes l'aspect financier qui n'est pas négligeable, mais il y a aussi l'aspect humain, très présent ici». ■

peu de chez eux. Dans la partie commune, le coin cuisine permet à chacun de se préparer à manger. L'association met également à disposition toute l'épicerie nécessaire aux petits-déjeuners et aux repas. S'ils le souhaitent, les résidents peuvent partager un moment ensemble dans la salle commune où se trouvent salon, coin tv et coin repas.

Le prix de la nuitée est fixé à 20€ par personne. «Les personnes peuvent venir de façon régulière ou ponctuelle. Il n'y a pas de limite dans le temps pour le moment. L'été, par exemple, avec le tourisme, il est difficile de trouver un hôtel ou un lieu pour dormir. Ici, il y a toujours un bénévole de l'association pour accueillir les résidents. Le contact humain est très important. Nous voulions vraiment en faire un endroit chaleureux, comme à la maison», poursuit la présidente. Aujourd'hui, un an après son ouverture, Joséphine Fanuchi dresse un premier bilan positif. «Cet été, ça a vraiment décollé. Nous avons eu notamment des accidentés qui venaient du sud de la Corse car il n'y a pas de service de neuro-chirurgie à Ajaccio, donc les patients ont été dirigés vers l'hôpital de Bastia. Désormais, notre objectif est de faire connaître notre structure auprès de tous les établissements de santé de Corse pour permettre à un maximum de personnes de bénéficier de nos services».

Installé lui aussi dans l'enceinte du Sacré-Cœur, un restaurant social a ouvert ses portes il y a deux ans, après que le local ait été entièrement rénové. Ce projet, qui a coûté 160 000€, a été porté par 11 partenaires privés et publics. C'est en 2015 que l'association U Ristorante sociale a vu le jour, partant du constat qu'il n'existait pas de lieu d'accueil de ce type dans la région bastiaise. L'objectif: créer un restaurant social afin d'assurer un repas équilibré aux personnes sans ressources, dans la précarité ou ne pouvant se nourrir correctement.

Le restaurant est ouvert tous les midis, du lundi au vendredi et propose un repas pour 1€. Il n'y a pas de cuisine sur place, les pla-

teaux repas sont livrés directement par un organisme. Les personnes peuvent également s'y rendre dès le matin pour y prendre une boisson chaude et des viennoiseries.

Danielle, 71 ans, est la trésorière de l'association. Après deux ans de fonctionnement, le constat est sans appel pour cette bénévole: «Il y a malheureusement de plus en plus de personnes qui se rendent dans ce lieu. Nous accueillons actuellement entre 25 et 40 personnes par jour, contre 10 au début. Il s'agit de personnes sans domicile fixe, de quelques familles, de personnes âgées et, depuis peu, nous recevons beaucoup de jeunes de moins de 25 ans».

Et cet endroit est bien plus qu'un lieu de distribution de repas. Grâce à l'implication de ses bénévoles, il est aussi un lieu d'échanges, de discussion et d'entraide. «Chaque midi, on parle énormément avec eux, explique Danielle. Une fois par semaine, une personne du 115 se rend sur place pour les besoins éventuels et pour diriger les personnes vers le bon endroit si elles en ont besoin».

Si les associations ont redonné une vie solidaire à l'ancienne bâtisse, elles ne sont pas les seules à y œuvrer pour les autres. Au-dessous de la Maison du Sacré-Cœur, au premier étage, vivent encore aujourd'hui le père Poggi et sa gouvernante Ginette. Établie en Corse depuis une trentaine d'années, cette enseignante à la retraite a commencé il y a très longtemps des actions en faveur des plus démunis. Lorsqu'elle vivait à Lyon, elle apportait des repas aux personnes qui ne pouvaient pas se déplacer. Arrivée en Corse, elle s'installe dans un village, mais la vie y est difficile. Elle décide donc de vivre en ville et devient la gouvernante de l'abbé. Et à 82 ans, Ginette est une femme pleine d'énergie. Ainsi, tous les samedis elle se met aux fourneaux, souvent aidée par d'autres bénévoles. Elle cuisine pour les plus démunis, qu'elle invite à sa table. Ils sont entre 18 et 35 chaque dimanche. Et elle ne lésine pas sur la quantité, mettant un point d'honneur à servir ses repas tous les dimanches, sans exception! ■ Céline FORNAU

CORSE 2035...

LE PLUS GROS INCINÉRATEUR
AU MONDE ! VOS DÉCHETS
DE 2019 ENFIN ÉLIMINÉS,
ET ÇA CRÉE DU TOURISTE !
L'ENVIRONNEMENT BIEN COMPRIS !



LOI DE FINANCES 2020

SOLIDARITÉ: DU COUP DE POUCE AUX COUPS DE RABOT

Sommes-nous bien en marche vers une France plus solidaire, plus équitable?

À en juger par les réserves émises par les sénateurs qui ont examiné les dispositions et moyens arrêtés par le gouvernement en matière de solidarité, insertion et égalité des chances, dans le cadre de la loi de finances 2020, ce n'est peut-être pas gagné.

«**Filez-leur des mandales** quand ça ne va pas droit. [...] Inculquez-leur que la vie est à tout le monde et que pour bien vivre, il faut être libre et avoir de quoi bouffer.» Tels étaient les conseils que Frédéric Dard prodiguait aux grandes personnes en matière d'éducation des «mômes». C'était en d'autres temps. Depuis, l'argument selon lequel «qui aime bien châtie bien» n'est plus recevable. Sauf peut-être lors des manifs du samedi.

Cela étant, sans aller jusqu'à distribuer des mandales, les sénateurs Arnaud Bazin [groupe LR, élu du Val d'Oise] et Eric Bocquet [groupe communiste républicain citoyen et écologiste, élu du Nord], n'ont pas spécialement fait dans le câlin avec notre gouvernement made in nouveau monde. Il était justement question de ces politiques publiques censées garantir à tout le monde la vie et de quoi bouffer... Rapporteurs spéciaux de la commission des finances du Sénat sur le projet de loi de finances pour 2020, adopté par l'Assemblée nationale, MM. Bazin et Bocquet se sont penchés sur son volet «Solidarité, insertion et égalité des chances», et ont pointé des faits qu'ils jugent inquiétants. En préambule de l'examen du rapport, le 20 novembre, le sénateur Bazin a par ailleurs tenu à souligner «les conditions difficiles» dans lesquelles lui et le sénateur Bocquet ont mené à bien leur rapport: «à la date impartie, seulement 34% des réponses à notre questionnaire nous étaient parvenues! C'est symptomatique du peu de respect du gouvernement pour le Parlement».

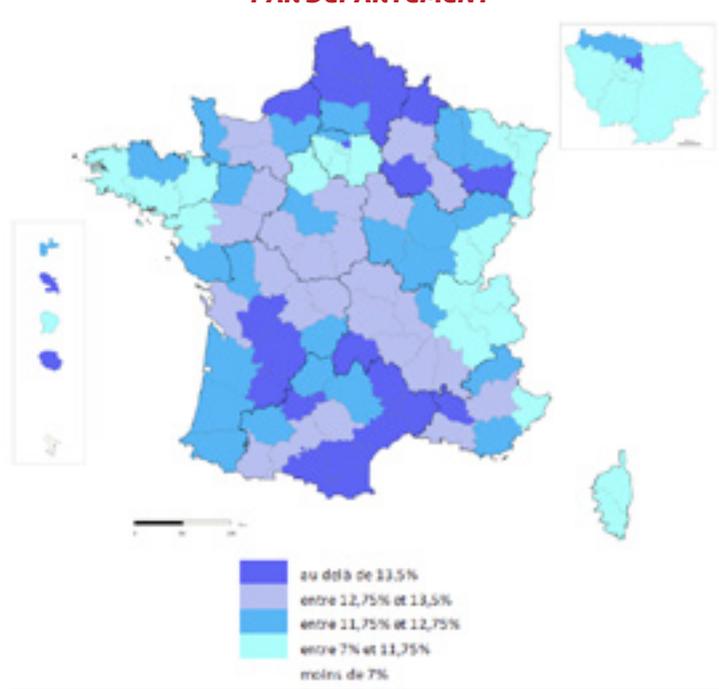
S'ils conviennent que, à périmètre courant, les crédits de la mission «Solidarité, insertion et égalité des chances» affichent une augmentation de près d'1,6Md€ en crédits de paiement, les rapporteurs soulignent presque aussitôt que ce bien beau budget «intègre, comme les années précédentes, de discrets coups de rabot touchant les plus fragiles». C'est que, expliquent-ils, cette hausse résulte principalement de l'augmentation «exponentielle» des dépenses de prime d'activité et d'allocation adulte handicapé (AAH) qui, avec les mesures de protection juridique des majeurs, représentent 20,7Md€ d'euros, soit plus de 80% des crédits de la mission en 2020. Mais ce serait compter sans le fameux «en même temps». En effet, poursuivent les sénateurs, ces trois plus importantes dépenses sociales «ont fait l'objet de réformes paramétriques qui impacteront le montant des revalorisations annoncées, en neutralisant ou diminuant le bénéfice de ces augmentations. Ces réformes paramétriques permettent, pour l'État, de compenser, en partie, le coût des revalorisations annoncées». Ainsi, observent-ils, s'agissant de l'AAH, que le rapprochement des règles de prise en compte des revenus d'un couple à l'AAH sur celles d'un couple au RSA aura pour effet de faire réaliser au Gouvernement une économie de 287M€ par an entre 2020 et 2022. De plus, la disparition au 1^{er} janvier 2020 du complément de ressources - 179€ mensuels actuellement versés à près de 67000 personnes handicapées - mesure qualifiée d'«injuste et injustifiée» entraînera une économie

de 5,7M€ par an à partir de 2020. Tout aussi étonnant voire affligeant est de constater que la revalorisation de la prime d'activité* dont l'attribution est conditionnée à une demande déposée auprès de sa Caisse d'allocations familiales [Caf] bénéficie désormais aux tranches de revenus les plus élevés, au détriment des foyers modestes: 55% des foyers bénéficiaires ont des revenus compris entre 1250 et 2000€ par mois en mars 2019 contre 39% en mars 2018 tandis que la part des foyers aux revenus inférieurs à 1000€ passe de 41% à 30%. En outre, si le nombre de bénéficiaires a augmenté et si les demandeurs se sont bousculés aux portillons des Caf**, on observe de fortes disparités territoriales dans le taux de couverture. Il est par exemple à noter que, quoique ses habitants soient souvent accusés d'abuser des largesses de la solidarité nationale, la Corse, malgré un fort taux de pauvreté [19,6% contre une moyenne nationale de 14,7%], affiche un des plus bas taux de couverture pour cette prime. ■ PMP

*rappelons que la prime d'activité est censée «inciter les travailleurs [salariés ou non salariés] aux ressources modestes, à exercer ou reprendre une activité professionnelle et soutenir leur pouvoir d'achat»

**En mars 2019, indique le rapport, on dénombrait 4 117 730 foyers allocataires, soit + 47% entre septembre 2018 et mars 2019. Le nombre de foyers allocataires supplémentaires liés à la réforme est estimé par la Caisse nationale d'allocations familiales à 1 250 000, dont 700 000 étaient éligibles à la prime d'activité avant la réforme mais n'y recouraient pas et 550 000 sont devenus éligibles avec la réforme

TAUX DE COUVERTURE DE LA PRIME D'ACTIVITÉ PAR DÉPARTEMENT



JUSTICE, PRISON

Un «cercle vicieux» qui fait questions

Organisées par le Groupe national de concertation prison (GNCP), qui réunit les représentants et représentantes d'associations, de fédérations et d'aumôneries intervenant autour de l'univers carcéral, les Journées nationales prison ont pour objectif d'interpeller et de sensibiliser le grand public à tous les aspects et implications de cette «*sanction la plus utilisée, actuellement, par des magistrats qui rendent la Justice «au nom du peuple français», sanction qui frappe de plus en plus lourdement, et qui est réclamée, avec souvent beaucoup de passion, par l'opinion*». Et de fait, depuis plusieurs décennies en France, le recours à l'emprisonnement est en constante augmentation. D'un peu plus de 26 000 personnes en 1975, la population écrouée qui atteignait déjà en 2002 environ 48 500 personnes est aujourd'hui de 82 708 personnes – soit une augmentation de 1% par rapport à 2018 – dont 11 890 personnes écrouées mais non détenues – soit une augmentation de 6,4% en un an, le nombre de matelas à même le sol, faute de lits en nombre suffisant ayant progressé pour sa part de 10% [chiffres du ministère de la Justice au 1^{er} octobre 2019]. Et, observe le GNCP, cette augmentation «*se vérifie toujours lorsque ces chiffres sont comparés à l'évolution de la population française sur les mêmes périodes*». Ainsi, d'un taux de détention qui était de 49,5 personnes pour 100 000 habitants en 1975 est-on passé à 87,6 pour 100 000 en 2002 et 101,5 pour 100 000 habitants en 2016. Différents facteurs concourent à cette élévation de la population carcérale. Le GNCP cite ainsi l'allongement important de la durée des peines de prison qui, pour autant, n'a pas fait disparaître les courtes et très courtes peines, d'autant que «*la procédure de jugement en comparution immédiate contribue à l'accroissement de la population pénale, notamment pour les courtes peines: 70% des condamnations en comparution immédiates aboutissent à des peines de prison ferme*». Également cités, le recours à la détention provisoire qui a augmenté ces dernières années pour atteindre un taux de 30%, l'un des plus hauts d'Europe, et «*un fort contexte sécuritaire*» qui se traduit sur le plan législatif par des lois plus répressives (état d'urgence, criminalisation de certains comportements...) et trop peu de soutien au développement dites «*alternatives*» appliquées dans la communauté. Or, observe le GNCP, plus on incarcère, plus, faute d'un accompagnement des détenus pour préparer leur sortie, le risque de récidive est élevé. Et plus les prisons sont surpeuplées. Le thème de ces 26^{es} Journées prisons, décliné partout en France du 23 au 30 novembre 2019, au travers de conférences, projections, spectacles et débats, est donc «*Justice, Prison: sortir du cercle vicieux*». À Ajaccio, ce thème sera repris le 3 décembre à partir de 14 h au Café du cours, où le Groupe local de concertation prison propose une conférence/débat pour le grand public, autour de la projection du film de Stéphane Cazes, *Ombline*, mettant en scène une jeune femme qui, ayant accouché en prison, va se battre pour prouver qu'elle peut assumer la garde de son fils à la fin de sa détention. Intervenants au sein de la maison d'arrêt et représentants de l'administration pénitentiaire et d'associations engagées auprès des personnes incarcérées animeront cette conférence. ■ PMP



Également cités, le recours à la détention provisoire qui a augmenté ces dernières années pour atteindre un taux de 30%, l'un des plus hauts d'Europe, et «*un fort contexte sécuritaire*» qui se traduit sur le plan législatif par des lois plus répressives (état d'urgence, criminalisation de certains comportements...) et trop peu de soutien au développement dites «*alternatives*» appliquées dans la communauté. Or, observe le GNCP, plus on incarcère, plus, faute d'un accompagnement des détenus pour préparer leur sortie, le risque de récidive est élevé. Et plus les prisons sont surpeuplées. Le thème de ces 26^{es} Journées prisons, décliné partout en France du 23 au 30 novembre 2019, au travers de conférences, projections, spectacles et débats, est donc «*Justice, Prison: sortir du cercle vicieux*». À Ajaccio, ce thème sera repris le 3 décembre à partir de 14 h au Café du cours, où le Groupe local de concertation prison propose une conférence/débat pour le grand public, autour de la projection du film de Stéphane Cazes, *Ombline*, mettant en scène une jeune femme qui, ayant accouché en prison, va se battre pour prouver qu'elle peut assumer la garde de son fils à la fin de sa détention. Intervenants au sein de la maison d'arrêt et représentants de l'administration pénitentiaire et d'associations engagées auprès des personnes incarcérées animeront cette conférence. ■ PMP

25 %

de femmes aux «postes clé» de l'entreprise d'ici à 2025, c'est l'engagement qu'ont pris 27 compagnies aériennes dont Air Corsica, en signant le 19 novembre 2019, à Berlin, la charte 25by2025 lancée par l'Association internationale du transport aérien (IATA) pour faire progresser l'égalité des sexes dans le monde du travail.

11 411

signatures recueillies entre le 20 et le 25 novembre 2019 pour la pétition du collectif citoyen Sonniu d'ortu qui veut pour Ajaccio «plus d'arbres et moins de béton» et le reclassement en zone naturelle ou agricole des 4 ha de la Pietrina classés zone constructible dans le PLU adopté le 25 novembre.

549

euros: le budget moyen des Français pour Noël 2019 est en légère baisse [-22€ par rapport à 2018], selon le dernier baromètre Cofidis. Le budget médian suit la même tendance et s'élève à 391€ [- 57€]. 33% des sondés mettent de l'argent de côté tout au long de l'année pour cette occasion.

UNE MAUVAISE ÉCRITURE? ÇA SE SOIGNE!



« Tu as une écriture de cochon ». Cette remarque vous l'avez ou on vous l'a déjà faite. Avoir une mauvaise écriture peut être pénalisant dans la vie de tous les jours et particulièrement à l'école. Depuis trois ans, Magali Flori accompagne les scolaires pour tenter de la corriger.

«**P**attes de mouches», «grossière», «illisible» ou encore «même Champollion n'arriverait pas à te déchiffrer». Cette liste non exhaustive de mots et expressions qualifiant une mauvaise écriture est largement répandue dans nos sociétés. Une idée subjective selon Magali Flori, graphopédagogue, qui depuis trois ans apporte son soutien et son expertise aux écoliers qui rencontrent ce type de difficultés dans leur manière d'écrire. Cette experte en rééducation de l'écriture préfère parler d'écriture «efficace». C'est-à-dire, qu'elle soit «lisible» pour le lecteur mais également pour la personne qui doit se relire. Le tout dans un geste qui ne fasse ni mal à la main, ni au poignet. Et pour conclure, le geste doit également être fluide et assez rapide pour prendre des notes selon le niveau scolaire ou le besoin du moment.

Si Magali Flori s'est lancée dans la graphopédagogie, c'est tout d'abord par besoin personnel : «Ma fille avait d'énormes difficultés au niveau de l'écriture. Nous sommes allées voir plusieurs médecins et spécialistes. Il n'y avait aucune pathologie médicale, ni un trouble «dys» ou neurologique. Elle écrivait juste très mal». Magali Flori se met alors à faire des recherches et trouve quelques astuces pour aider sa fille à avoir une meilleure écriture, comme la manière de tenir son stylo et des exercices. Le résultat est probant. Un peu plus tard, une amie ergothérapeute lui fait part du fait que beaucoup de personnes ont un souci avec le geste d'écriture. «C'est à ce moment-là que j'ai décidé de me former. J'ai contacté l'association 5E, créée par des anciens enseignants qui ont été confrontés à des élèves en difficulté et qui forment des graphopédagogues». La formation consiste à comprendre les mécanismes qui provoquent les gestes d'écritures, les liens entre la main et le cerveau et les mouvements pour former les lettres. L'association enseigne également la rééducation à l'écriture. Magali Flori insiste sur une chose : «Je ne suis pas médecin, je suis là pour apporter un soutien. Je suis plus dans la pédagogie. Si les causes d'une mauvaise écriture sont dues à un problème médical, je conseille aux parents d'aller voir un spécialiste».

Dans son activité, Magali Flori reçoit des parents dépassés et qui ne savent plus comment faire pour trouver une solution à la mauvaise écriture de leurs progénitures. Dans son bureau aux allures d'une salle de classe, situé à Bastia dans le quartier de Toga, elle accueille individuellement chaque enfant et adolescents : «La grande majorité des élèves que je reçois sont en primaire et en classe de 6^e, les collégiens et les lycéens sont un peu moins nombreux».

Mais, concrètement, quels sont les problèmes rencontrés ? Car les «jolies» lettres cursives écrites sur les tableaux noirs dans les écoles des années 50 se font plutôt rares de nos jours. «On va retrouver des enfants qui ne tiennent pas leurs lignes ou qui écrivent en cursives et capitales dans le même mot. Des grandes lettres, peu d'espaces entre les mots mais également de la lenteur pour recopier un texte».

Pour corriger ces défauts d'écriture Magali Flori propose plusieurs exercices : «Je rencontre les jeunes une fois par mois. Durant la première séance, je fais recopier un texte. Cela permet d'identifier les défauts. Les parents sont toujours présents pendant les séances. Je filme également l'enfant pour qu'il visualise la manière dont il tient son stylo mais également sa posture. Les problèmes d'écritures sont presque toujours liés à un mauvais maintien du stylo»

Cette rééducation à l'écriture dure environ un an. «Le temps d'une année scolaire». Pendant les séances qui durent une heure, des exercices pour délier les doigts sont effectués et bien sûr des exercices d'écriture. Magali Flori travaille avec des outils pédagogiques simples que les parents peuvent facilement reproduire à la maison comme des feuilles d'imprimante parsemées de colonnes

et de points pour que l'enfant puisse mieux se repérer dans le déplacement de son coude et enchaîner les phrases. «J'essaie de rendre les différents ateliers ludiques. C'est important pour capter l'attention des plus jeunes. Nous ne sommes pas là pour recopier des centaines de lignes jusqu'à ce que l'écriture soit lisible. On travaille sur des phrases réécrites trois ou 4 fois. On fait également des exercices chronométrés». Les ateliers ont aussi pour objectif le bon maintien d'un stylo ou d'un crayon. «On utilise des crayons de formes triangulaires, ils sont bien plus pratiques et faciles à prendre en main» explique Magali Flori

Et, bonne nouvelle, pour les parents, une mauvaise écriture ça se «soigne». «En quelques séances seulement, on arrive à corriger les principaux défauts. Bien sûr, il faut que ce que l'on fait en séance soit complété par des exercices à la maison. Environ 10 minutes par jours. On voit des cas où les progrès sont spectaculaires. Il y a aussi des rechutes, cela peut arriver».

Mais très souvent les résultats sont là. Sur son écran d'ordinateur Magali Flori enregistre scrupuleusement les progrès réalisés par chaque enfant. «On note très souvent un redressement de l'écriture, elle devient «normalisée», et correspond aux attentes de l'éducation nationale».

Selon Magali Flori, avoir une mauvaise écriture peut également avoir d'autres conséquences cachées, comme des soucis en orthographe ou en grammaire. «Le besoin de se concentrer pour bien écrire peut distraire l'enfant et le perturber dans son écoute en classe». ■

Christophe GIUDICELLI

«Je ne suis pas médecin, je suis là pour apporter un soutien. Je suis plus dans la pédagogie.»



CARNETS DE BORD

Des murs aux plafonds en passant par l'arme atomique

par **Béatrice HOUCHARD**

Journaliste successivement à La Nouvelle République du Centre-Ouest, La Vie, Le Parisien, Le Figaro et L'Opinion. Spécialiste de politique, passionnée de cyclisme et d'opéra.

Auteur notamment de
À quoi servent les députés? (Larousse, 2008),
Le Fait du Prince (Calmann-Lévy, 2017),
Le Tour de France et la France du Tour (Calmann-Lévy, 2019).



21 NOVEMBRE

C'est une histoire de mur qui pourrait se transformer en boomerang. Le quotidien *Le Parisien* explique que, pour le gouvernement, la date du 5 décembre [avec les grèves qui vont avec contre la réforme des retraites] est considérée comme «un mur». En plus haut lieu, c'est-à-dire à l'Élysée, on craindrait «le mur du 5 décembre». Bien sûr, cette expression prononcée par un conseiller du président de la République était «off», donc destinée à ne pas être écrite ou répétée. Mais le maladroit a parlé devant plus de vingt personnes. Depuis quand peut-on garder secrète une «petite phrase» prononcée devant vingt journalistes?

Le mal est fait. Car un mur, au mieux ça sépare, au pire on se fracasse la tête dessus. La perspective est tellement sombre, a ajouté le bavard conseiller, qu'elle pourrait entraîner le report d'une partie de l'agenda diplomatique d'Emmanuel Macron. Pour résumer: il y a le feu et l'on craint, outre une paralysie des transports au-delà du 5 décembre, une convergence [la fameuse «convergence des luttes» chère à Jean-Luc Mélenchon] entre les fonctionnaires, les étudiants, les personnels hospitaliers voire, pire encore, les policiers, angoisse suprême du pouvoir en place. Mais sans doute n'était-il pas utile de clamer ce refrain anxigène sur tous les toits médiatiques. Le «nouveau monde», deux ans et demi après son accession aux plus hautes responsabilités, continue de commettre des erreurs de débutant.

22 NOVEMBRE

Il y a des dates, comme ça, qu'on n'oublie jamais. Le 22 novembre, c'est à la fois la naissance du général de Gaulle, en 1890 à Lille, et l'assassinat de John Kennedy, en 1963 à Dallas. Dans *Les photos insolites de Charles de Gaulle*, superbe livre à offrir et à s'offrir pour Noël, les journalistes Philippe Goulliaud et Caroline Pigozzi ont choisi, pour réunir les deux hommes, plusieurs photos de la visite du jeune président américain à Paris, ainsi qu'une image de ses obsèques à Washington. Le général de Gaulle, en uniforme, avait ouvert le cortège des grands de ce monde derrière le cercueil de Kennedy, l'accompagnant à pied jusqu'au cimetière d'Arlington. Il est aussi, notent les auteurs, le premier représentant étranger qu'avait reçu alors Jackie Kennedy. Elle lui avait même offert une rose blanche. L'amitié franco-américaine, en ce temps-là, alors que Donald Trump n'avait que 17 ans, ça avait de la gueule

23 NOVEMBRE

Si vous pouviez choisir une nationalité, laquelle prendriez-vous? Réponse: la nationalité française. La France occupe la tête du palmarès des «meilleures nationalités du monde», et cela fait huit ans que ça dure. Il s'agit d'un classement qui pointe l'indice de qualité [QNI] calculé par deux universitaires, Kálin et Kochenov. Parmi les critères retenus, la puissance économique, le développement humain, la paix, la stabilité, la liberté de mouvement et d'installation. L'Allemagne occupe la deuxième place et les Pays-Bas la troisième, dans un palmarès où les pays européens se taillent la part du lion. Emmanuel Macron aurait donc bien raison quand il déclare, devant des étudiants d'Amiens, sa ville natale: «*En ce moment, notre pays est, je trouve, trop négatif sur lui-même [...] On a l'impression, si on s'écoute collectivement, si on branche la radio ou qu'on allume la télé, que tout est terrible.*» Oui, dans l'absolu il a raison. La France est un pays privilégié qui n'a d'ailleurs aucune envie de raboter ses privilèges. Mais c'est comme la température extérieure: il y a celle qu'indique le thermomètre et la température ressentie par ceux qui mettent le nez dehors. Face à la dépression collective que n'en finit pas de traverser le pays et à la colère exprimée par les Gilets jaunes, le président de la République, qui aime la «provoc» et le revendique, devrait se méfier: à trop chanter aux Français que «*tout va très bien, Madame la marquise*», il risque de contribuer à fournir du feu aux incendiaires. Il doit à la fois parler vrai, rassurer, écouter, ne pas faire peur et ne pas peindre en rose ce qui est gris. Dur métier, décidément.

24 NOVEMBRE

Justement, l'heure est venue d'allumer des contre-feux et les ministres ou proches du chef de l'État semblent être en mission pour expliquer qu'il n'y a pas de mur du 5 décembre. La palme à Richard Ferrand qui, dans *Le Journal du Dimanche*, appelle à «*sortir de la neurasthénie*» et à «*mesurer le dynamisme de notre pays*». Les Français, il en est certain et l'aurait constaté sur le terrain, «*sont nettement plus confiants qu'il y a quelques années*». La méthode Coué, ça ne fait jamais de mal. Sur le 5 décembre et la réforme des retraites, à laquelle personne ne comprend plus rien, le président de l'Assemblée nationale prononce une petite phrase importante: «*Nous allons devoir tendanciellement devoir travailler plus*» [ah, ce délicieux «tendanciellement»!]. Il ajoute, histoire de le discréditer



Illustrations d'après photos DR

par avance, que le mouvement de protestation sera «*une mobilisation pour conserver les inégalités*». Le JDD l'a-t-il fait exprès ou pas? Pour illustrer l'entretien, sur le site internet du journal (dans le papier imprimé, la photo a été recadrée), on peut voir Richard Ferrand assis sur un fauteuil à dorures, avec au fond les lambris du palais national qui l'abrite. Vous avez dit «inégalités»?

25 NOVEMBRE

Une nouvelle fois, le pape François n'y est pas allé de main morte et c'est symboliquement fort qu'il ait choisi Hiroshima et Nagasaki pour condamner l'arme nucléaire: «*Je désire redire avec conviction, a-t-il déclaré au Japon, que l'utilisation de l'énergie atomique à des fins militaires est aujourd'hui plus que jamais un crime, non seulement contre l'homme et sa dignité, mais aussi contre toute possibilité d'avenir dans notre maison commune. L'utilisation de l'énergie atomique à des fins militaires est immorale. Nous aurons à en répondre.*»

On se doute bien que l'Église catholique n'a jamais prôné l'utilisation de la dissuasion nucléaire pour faire la guerre. Mais elle l'avait longtemps considérée comme une sorte de mal nécessaire. Dans les années 1980, le pape Jean-Paul II déclarait ainsi que «*dans les conditions actuelles, une dissuasion fondée sur l'équilibre, non certes comme une fin en soi, mais comme une étape sur la voie d'un désarmement progressif, peut encore être jugée comme moralement acceptable.*»

En France, ce sont les militaires qui risquent d'être embarrassés. Car ils sont nombreux à être catholiques pratiquants et donc à se trouver dans une posture compliquée: le militaire doit justifier la possession et son utilisation éventuelle de l'arme nucléaire; le catholique doit la condamner comme l'a fait le pape François.

26 NOVEMBRE

C'est parti pour la présidentielle! Pas un journal, pas une radio qui ne commence à nous annoncer, nous expliquer (on n'ose ajouter «nous vendre») le match de 2022: bien sûr, il s'agira d'un match retour entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen. Pour faire monter le suspense, il faut bien sûr trouver le politologue ou le responsable politique qui joue à se faire peur en annonçant que, oui, Marine Le Pen peut gagner.

Alors, peut-elle gagner? La présidente du Rassemblement national peut-elle, en cinq ans, passer de 33,9% [et 10 millions et demi de voix, ce qui était énorme] à la barre des 50%? Tout le monde a un avis sur la question. En réalité, personne n'en sait rien. En politique, la boule de cristal n'est d'aucun secours pour qui a l'imprudence de se risquer au jeu des pronostics. Si l'élection avait lieu dimanche, c'est probablement à ce match là qu'on assisterait. La droite est dans les choux, le Parti socialiste mille pieds sous terre, Jean-Luc Mélenchon en chute libre. Et Marine Le Pen a [presque] réussi à faire oublier le débat calamiteux de l'entre deux tours de 2017. Elle a réussi un rétablissement que peu lui prédisaient, preuve qu'elle a de la ressource. Mais l'élection n'a pas lieu dimanche. Emmanuel Macron vient tout juste de passer la moitié («l'hémistiche», comme il dit) de son quinquennat. Il peut s'en passer des choses, en deux ans et demi!

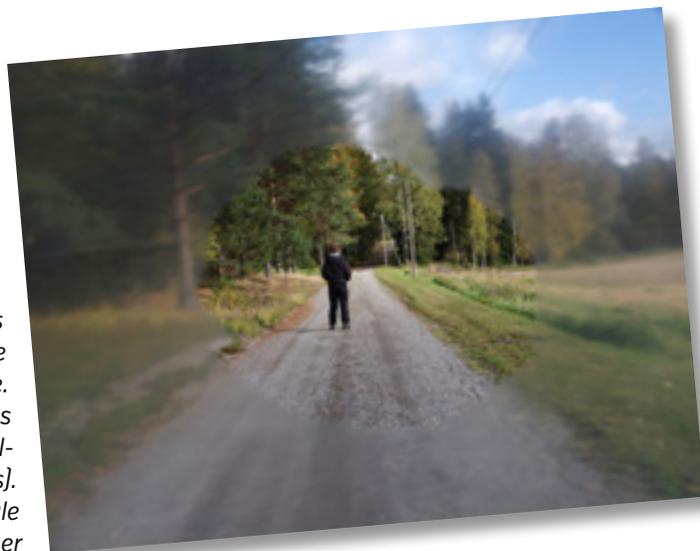
Voyez les précédents mandats présidentiels: à deux ans et demi de l'échéance, à quels seconds tours devait-on assister? Avant l'élection de 1965, le général de Gaulle devait être élu au 1^{er} tour dans un fauteuil. Avant 1969 et 1974, la question ne se pose pas puisque les élections ont été anticipées pour cause de démission puis de décès. Avant 1981, les sondages ont très longtemps donné un Giscard réélu face, sans doute, à Michel Rocard. Avant 1988, François Mitterrand semblait en réelle difficulté après la victoire de la droite aux législatives de 1986 et face à la poussée de Raymond Barre. Avant 1995, Jacques Delors devait disputer la place à Edouard Balladur. Avant 2002, Lionel Jospin devait achever Jacques Chirac. Avant 2007, on avait bien vu venir Nicolas Sarkozy mais pas Ségolène Royal. Avant 2012, Dominique Strauss-Kahn semblait, aux yeux de beaucoup, un candidat imbattable. En 2017, Alain Juppé puis François Fillon sont apparus comme devant facilement battre François Hollande. Et qui, dans l'opinion, connaissait Emmanuel Macron en novembre 2014? On connaît les résultats de chacune de ces élections...

Tout cela ne signifie pas qu'il n'y aura pas un nouveau duel entre les «mondialistes» d'Emmanuel Macron et les «nationaux» de Marine Le Pen, mais la prudence s'impose. Si le duel annoncé se produit, on sera dans l'inédit. Pour Emmanuel Macron, ce serait une confirmation. Pour Marine Le Pen, une revanche. À condition qu'elle réussisse à percer ce qu'on appelle le «plafond de verre». Son «mur» à elle. ■

La sélection de la rédaction

Dos au mur

Photographe plasticienne, Raphaëlle Duroselle est également journaliste. Alors que différents rapports ou ouvrages ont mis en évidence la surpopulation carcérale en France et ses corollaires (insalubrité, violence en hausse...), elle a choisi de réaliser un travail sur la question de « l'enfermement en prison ouverte » et la politique de « décarcération » menée activement dans certains pays du nord de l'Europe. « Face à la surpopulation carcérale, les pays du nord ont fait le pari, il y a plus de 60 ans, des prisons ouvertes. Aujourd'hui, ils affichent l'un des plus faibles taux d'incarcération au monde, explique-t-elle. Le cas de la Finlande est assez intéressant, car avant de se tourner vers cette politique, le pays affichait le taux de criminalité le plus élevé d'Europe. Là-bas, certains centres « sans barreaux », généralement aménagés dans des zones rurales, ressemblent à de petites fermes ou à des villages ouvriers. On en compte au total 13 (contre 15 prisons fermées). Celles-ci concentrent en tout plus d'un tiers de la population carcérale et ont pour objectif d'assurer la réhabilitation des détenus et de diminuer les risques de récidives. Les tentatives d'évasion sont très rares, car elles signifient retour à la prison traditionnelle. L'objectif de ces centres de détention, est de leur donner une seconde chance et de leur permettre ainsi, une fois leur dette payée, de pouvoir se reconstruire une nouvelle vie. La prison n'a pas de sens si en filigrane il n'y a pas la réinsertion ». Raphaëlle Duroselle s'est donc rendue en Finlande où elle a rencontré les détenus des prisons ouvertes de Ojoinen et de Vanaja, puis elle est allée en Corse, au domaine de Casabianda, unique prison ouverte de France. « Il s'agit d'un travail artistique personnel, basé sur la capacité de chacun à se créer des limites, des frontières, précise-t-elle. J'ai voulu rencontrer ces hommes et ces femmes qui passent une partie de leur peine en prisons ouvertes. Une chance que le système leur offre, mais aussi une épreuve car dans ces prisons sans barreaux, sans murs ni miradors, la détention devient mentale ». Pour imaginer ce concept de démarcation virtuelle entre liberté et détention, elle a choisi, lors des prises de vue extérieures, de photographier les prisonniers à travers un filtre plastique, afin de montrer l'existence de ces limites intellectuelles. Ces photos vont de pair avec celles de paysages où, à l'inverse la frontière, n'existe pas. « Il me tient à cœur que ce travail existe, soit vu et circule auprès du plus grand nombre. Il s'agit d'une vraie réflexion sur nous-même et sur la société que nous voulons créer demain. Qu'est ce qui nous relie à ces femmes et ces hommes qui ont accepté la prison sans barbelés, de se mettre à l'épreuve de leur humanité, de se contenir dans des frontières qu'ils vont devoir se construire eux-même... » L'Université de Corse s'intéresse également à ce mode de détention via le travail de l'Équipe méditerranéenne de recherche juridique dirigée par le professeur André Giudicelli. La présentation de cette exposition marque le lancement de ce projet de recherche.



Jusqu'au 15 janvier 2020. Bibliothèque universitaire, Campus Grimaldi, Corte. ☎ 04 95 45 06 27 & studia.universita.corsica

Sampieru Corsu

Il s'appelle Doria Petru, mais appelez-le plutôt DiPi. Réalisateur, il vit à Paris, mais ne jure que par ses origines corses, ce qui n'est pas toujours du goût de son imposante et possessive mère qui elle, revendique haut et fort, ses origines génoises. La période du riauquistu en Corse, Dipi en a entendu parler et il se pourrait même qu'il puisse en parler, mais sans trop savoir au juste de quoi il est réellement question. Détail que tout cela, du reste ! En mal de corsitude et de reconnaissance, Dipi a décidé de mettre le cap sur l'île, bien décidé à y tourner ce qui sera, à n'en pas douter, son chef-d'œuvre : un film sur celui qu'il considère comme le plus grand héros que la Corse ait jamais enfanté. À savoir Sampiero Corso. Celui qui, dit-on, inspira à Shakespeare son *Othello* et qui, aux yeux de Dipi est « le plus corse des Corses ». Maman Dipi, qui bien sûr est du voyage, approuve très modérément le projet : ce Sampiero farouchement opposé aux Génois et qui a une conception particulièrement expéditive du divorce, ça ne lui dit rien de bon. Mais s'il n'y avait que ça... Outre que le scénario est extrêmement mal documenté et mélange allègrement les époques et les figures historiques, il s'avère que les acteurs recrutés sur place par Dipi n'ont aucune expérience, mais qu'ils ont une propension fâcheuse à vouloir un peu trop entrer dans la peau de leurs personnages, ce qui suscite des situations parfois tendues... Toute ressemblance ou similitude avec des personnes et faits existants ou ayant existé n'est-elle que fortuite ? Umbèh?! Co-écrite par Jacques Thiers et Guy Cimino, une comédie en langue corse [surtitrée en français] interprétée par la troupe du Teatrinu.

Le 3 décembre, 18h30. Centre culturel universitaire, Corte. ☎ 04 95 45 00 78 & studia.universita.corsica
Le 6 décembre, 20h30. Espace Diamant, Ajaccio. ☎ 04 95 50 40 80 & espace-diamant.ajaccio.fr



FESTA DI A NAZIONI



7 dicembri 2019 in Conca
20 ANNI DI L'ASSOCIU - 21 ANNI DI CILIBRAZIONI

18:00 - GHJESIA S^{TU} STEFANU

Messa Sulenna I Muvrini

Messa parata cù Munsignori Olivier de Germa, vescu di Còrsica. U coru di Santu Stèfanu, a cunfraterna Santa Cruci di Portivechju, a cunfraterna San Francescu di l'Alta Rocca, i 5 cunfraterni di Bunifaziu.

Prucissioni, Granitula, Muresca

Musicanti "L'avanzata"
Baddarini "a Girandola" è "Corsica Latina",
Cantu scola di Conca
Littura di l'Articulu di u 1735.

20:30 - TINDONU SCALDATU À I TENNIS

Cuncertu

Scola in festa

I donni di a Scola di cantu di i Fulelli

Intarvinanti: Pulitòlogu, pulitichi...

"A Festa di a Nazioni: da una iniziativa pulitica à una iniziativa paisana.."

Batti Profizi

Surghjenti

Video Missagiu di i corsi di fora
(Menton, Parigi, Munich, Miami, Sydney...)

Canta u Populu Corsu & Feli

"Rimix Corsi" cù dj jb Leccia



Battu Profizi



INTRATA
10€

DA BÌ È DA MANGHJÀ



Les Rendez-vous du Numérique

Créateurs, dirigeants de TPE ou PME, professionnels du tourisme, ces rendez-vous sont faits pour vous !

La Chambre de Commerce et d'Industrie d'Ajaccio et de la Corse-du-Sud vous accompagne dans vos projets numériques :

Ateliers collectifs :

Les étapes clés pour booster le trafic de son site web, marketing digital, référencement, publicité,...

AJACCIO

18 novembre

9h30 > 12h00

Palais des Congrès

SARTENE

19 novembre

9h30 > 12h00

Centre d'art polyphonique

PORTO-VECCHIO

25 novembre

9h30 > 12h00

Gare maritime

Diagnostiques personnalisés

Demandez un diagnostic personnalisé et bénéficiez d'un regard expert et objectif sur vos pratiques.

Infos et inscriptions :

www.dispositifnumerique-cci2a.com



Pour tout renseignement :

04 95 51 55 55

julie.fernandez@sudcorse.cci.fr